

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-032-DEL			
Objet : Délibération portant création d'un emploi permanent de responsable du restaurant municipal			
Conseillers en exercice	23	Pour	16
Conseillers présents	14	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 1 juin à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en la mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	16		
Date convocation	27/05/2022		
Date affichage	27/05/2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGE Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles		
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

OBJET : Délibération portant création d'un emploi permanent de responsable du restaurant municipal

EXPOSE DES MOTIFS :

Conformément à L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

En l'espèce, il convient d'assurer le remplacement de la responsable du restaurant scolaire qui part à la retraite à compter du 1er septembre. Dans une logique de continuité du service, il faut ouvrir les postes aux grades correspondants pour permettre le lancement du recrutement.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 313-1 et L. 332-8 ;

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le budget général ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique territorial principal, afin d'assumer les fonctions de responsable du restaurant municipal, pour encadrer les agents du restaurant et participer directement à l'exécution des tâches ;

Considérant la nécessité de permettre le recrutement les deux grades d'adjoint technique territorial principal afin de faciliter le recrutement d'un fonctionnaire ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,

DECIDE

Article 1er : De créer un emploi permanent et à temps complet de responsable du restaurant scolaire, à compter du 2 juin 2022.

Article 2 : D'ouvrir cet emploi aux fonctionnaires disposant des grades suivants et de modifier le tableau des effectifs de la commune en conséquence :

- Adjoint technique territorial principal 2ème classe
- Adjoint technique territorial principal 1ère classe

Article 3 : D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent au chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés ».

Article 4 : De permettre le recrutement d'un agent contractuel par un contrat à durée déterminé de droit public, sur le fondement de l'article L. 332-14 si la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire se révèle infructueuse.

De permettre également, par dérogation et en application de l'article L. 332-8 2° du Code général de la fonction publique, le recrutement d'un agent contractuel sur ce poste dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,
Christelle GUIONIE,
Maire,

Le Maire,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,
Maire,

